



Fédération Nationale des **A**ssociations **R**éprésentatives
des **É**tudiants en sciences **S**ociales

Contribution de l'ARES
« Vers le futur de la filière Économie et Gestion »

www.fede-ares.org

ARES
ARES c/o FAGE
5, rue Frédéric Lemaitre
75020 PARIS
M 06 38 75 02 96
contact@fede-ares.org

Sommaire

L'ares : au service des professionnels de demain.....	03
La fage : au service des étudiants d'aujourd'hui.....	04
Introduction.....	05
I) Vers un enseignement pluridisciplinaire des sciences sociales.....	05
1. Augmentation de la part d'enseignement accordée au courant de pensée économique hétérodoxe.....	05
2. Donner accès à de plus nombreux domaines d'études.....	05
3. La place de l'économie dans les formations d'économie et gestion.....	06
II) Pour une uniformisation des intitulés et contenus de licence.....	07
1. Des dénominations trop nombreuses aux contenus trop éparses.....	07
2. Un manque de clarté apparent.....	07
3. Pour une uniformisation dans l'intérêt des étudiants d'aujourd'hui et de demain.....	08
III) L'insertion professionnelle des étudiants en économie et gestion.....	09
1. Améliorer les outils de visibilité et de lisibilité des diplômes.....	09
2. Les pédagogies innovantes.....	09
3. Le réseau.....	10

L'ARES : au service des professionnels de demain :

L'ARES est la Fédération nationale des Associations Représentatives des Étudiants en sciences Sociales. Créée en Janvier 2010, elle est issue de la volonté de nombreuses associations étudiantes d'agir en cohésion pour la défense des étudiants en Sciences Sociales.

L'ARES a pour but de fédérer et d'aider au développement les associations étudiantes du domaine des Sciences Sociales. La formation et l'information des représentants associatifs et étudiants qui se reconnaissent dans le mouvement associatif indépendant font ainsi partie des missions de l'ARES. Ce travail contribue à créer un esprit de corps fondé sur des valeurs associatives et solidaires chez les étudiants.

L'ARES possède également une présence importante dans les institutions motrices de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en France. Elle est ainsi largement représentée au CNESER (Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche) et au CNOUS (Conseil National des œuvres Universitaires et Scolaires).

L'ARES en chiffres, c'est :

- 4 filières représentées (Droit, Économie et Gestion, AES, Sciences Politiques)
- 21 membres du Bureau
- 48 associations
- 25 villes représentées
- 107 élus aux conseils centraux
- 290 élus UFR
- 19 élus CROUS
- 180 000 étudiants en Droit représentés
- 100 000 étudiants en Eco représentés
- 80 000 étudiants en AES représentés
- 16 événements nationaux, dont 2 majoritairement axés sur la formation

Toutes ses associations participent à la diversité et à la représentativité de notre fédération. De plus, les apports de l'ARES sont valorisés de façons transversales et amplifiés à l'ensemble du milieu universitaire par son adhésion à la Fédération des Associations Générales Etudiantes (FAGE), reprenant ses travaux et portant le fruit de ses réflexions auprès de ses interlocuteurs institutionnels propres.

La FAGE : au service des étudiants d'aujourd'hui

La FAGE est une organisation représentative au sens de la loi du 10 juillet 1989. Elle est reconnue par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. La FAGE est aujourd'hui par la taille de son réseau et par l'étendue de ses activités, la première organisation étudiante.

La FAGE a été créée en 1989 par plusieurs fédérations de villes et de filières dans le but de donner au mouvement associatif une représentation nationale. Elle est également reconnue depuis 1997 comme association de Jeunesse et d'Education Populaire par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

La FAGE représente le mouvement associatif étudiant indépendant. A travers la FAGE, les associations étudiantes bénéficient d'une reconnaissance institutionnelle nationale et d'un outil efficace pour se faire entendre et s'organiser sur le terrain.

La FAGE porte aussi une dimension européenne puisqu'elle est administratrice de l'European Student Union (ESU) qui réunit 45 organisations nationales étudiantes provenant de 37 pays différents.

Ce document est la synthèse d'une convergence d'opinions entre le bureau national de l'ARES et des associations qui composent son réseau. Il présente un constat opéré par ces parties et se veut force de proposition pour l'avenir des études d'économie et de gestion. Ainsi l'ARES vous invite à la réflexion et à l'échange autour de ces propositions dans l'espoir de leur application.

Introduction :

Aujourd'hui, un étudiant sur cinq sort non diplômé du supérieur. Madame la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche déplore une université théâtre de l'errance et des redoublements trop nombreux des étudiants.

Les filières de sciences sociales ne sont pas étrangères à ces problèmes et nombreux sont les étudiants qui répètent leurs années et errent de formation en formation avant d'obtenir un diplôme. En Économie et gestion, l'ARES identifie plusieurs raisons à ces problèmes récurrents. Tout d'abord, les facultés enseignant les domaines de l'économie et de la gestion sont dispersées au premier regard par un nombre de dénominations différentes incalculable. Puis, la forme que prend l'enseignement de l'économie est parfois beaucoup trop formalisée et certains enseignants l'admettent, il tend à s'éloigner de l'entendement humain pour être vu comme une science exacte dont la compréhension est réservée à une certaine élite. Enfin, et force était de constater que cette vision est partagée à travers le territoire, les facultés d'économie et gestion ont de grands efforts à faire pour captiver l'attention de leurs étudiants et leur faire comprendre qu'ensemble et à l'université, ils bâtissent un projet, l'avenir des étudiants.

Le temps de la fatalité n'est plus d'actualité, cette contribution a pour but d'émettre des solutions possibles à apporter à la filière économie et gestion pour motiver les étudiants, les pousser à s'investir plus grandement durant leur parcours, leur faire vivre leur formation, rendre celle-ci plus facilement lisible, tout en favorisant leur réussite et insertion professionnelle.

1) Vers un enseignement pluridisciplinaire des sciences sociales

1. Augmentation de la part d'enseignement accordée au courant de pensée économique hétérodoxe

Les étudiants que représente l'ARES semblent pour la plupart bénéficier de la présentation des deux courants de pensée dans leurs cours d'économie (Lille, Lyon, Reims, Strasbourg, Poitiers...). Cependant, une ville comme Toulouse est dominée par la présentation du courant orthodoxe très formaliste et laissant peu de place à l'évocation d'une pensée alternative.

Il semble indispensable à l'ARES que chaque faculté du domaine, en France, présente l'ensemble des courants de pensée ayant influencé l'évolution de l'économie pendant ses enseignements afin que les étudiants réalisent qu'il existe en économie des tendances différentes de l'orthodoxie qui tend à s'improviser omnisciente et à l'exclure d'autres domaines qui y sont pourtant indissociables. Les postkeynésiens par exemple n'ont pas la prétention de connaître le monde en entier et de manière omnisciente, mais ont la pertinence de prendre en compte dans leur analyse de l'économie des éléments tels que son contexte, la subjectivité des acteurs et l'importance de l'histoire. Sans pour autant présenter un courant comme une vérité absolue, il est indispensable d'intégrer ces éléments à l'enseignement de l'économie à l'université, et ce, dans toutes les universités. L'économie doit pouvoir nous aider à envisager un futur souhaitable pour tous et ne pas se limiter à un aspect normatif comme le stipule le modèle orthodoxe si répandu, qui a aujourd'hui conduit l'économie aux déboires que nous connaissons. Or, au quotidien, l'économie est confrontée à des sujets sociaux, politiques et économiques. Il doit en être de même pour son enseignement.

Pour l'ARES, l'importance accordée à la présentation de ces courants minoritaires doit être renforcée.

2. Donner accès à davantage de domaines d'études

Dans un contexte de mondialisation, de confrontation des étudiants et futurs diplômés à d'autres cultures et méthodes d'enseignement, il semble indispensable à l'ARES que les facultés du domaine de l'économie et la gestion ouvrent leurs portes à des Unités d'Enseignement transversales. Elles permettront aux étudiants de suivre des cours issus d'autres domaines d'études de l'université tels que la biologie, l'informatique, la chimie, l'histoire, la philosophie ou les mathématiques. Le but est de permettre aux étudiants d'ouvrir leur esprit à d'autres matières que celles proposées conventionnellement, de permettre aux futurs professionnels qu'ils sont d'élargir leurs champs possibles. Cela permettra également aux cadres et dirigeants qu'ils seront de comprendre l'activité de leur entreprise dans son ensemble, si son domaine d'expertise est disponible, tout en adoptant une vision technique allant au delà de la gestion pure de celle ci, et ce, grâce à des enseignements transversaux pouvant porter sur le cœur de métier de la firme.

3. La place de l'économie dans les formations d'économie et gestion

L'université et les facultés d'économie et gestion se doivent d'allier leur aspect théorique à des mises en pratique concrètes, de continuer à former des têtes bien faites tout en permettant aux étudiants d'adopter la démarche concrète. C'est ce qui leur permettra de se confronter à armes égales au reste des demandeurs d'emploi issus de filières plus techniques dont la montée en puissance se fait ressentir en termes d'effectifs ces dernières années.

La déconnexion que connaissent les formations purement techniques de l'aspect théorique de l'économie inquiète l'ARES. L'ARES estime qu'il n'est pas envisageable de dissocier complètement l'enseignement de l'économie de l'enseignement de la gestion. Leur association est scientifique et il serait trop dommageable à tout le domaine de se retrouver avec un vivier de chercheurs qui ne comprend pas la population des futurs décideurs publics et privés de la société ; deux élites ne se comprenant pas. L'une, formée de théoriciens aux connaissances pointues, et l'autre formée de gestionnaires aux compétences techniques très abouties mais au recul handicapé par le manque de savoir théorique.

II) Pour une uniformisation des intitulés et contenus de Licence

Madame la ministre Geneviève Fioraso indiquait au figaro étudiant : «Il faut en finir avec la jungle des formations. Il y a 2231 licences professionnelles et 1420 licences générales avec des intitulés hyper pointus, souvent incompréhensibles pour les jeunes».

1. Des dénominations trop nombreuses aux contenus trop éparses

La majeure partie des Licences de Sciences Economiques et de Gestion en France a un socle commun. Celui-ci est dispensé durant les deux premières années puis complété par des spécialisations durant la troisième année. Or, les mentions décrivant les Licences d'Economie et Gestion sont diverses et variées. Il est possible de trouver des Licences "Économie, Gestion", "Sciences Economiques", "Sciences de Gestion", ou encore "Économie et Management". À la diversité de dénominations, il est possible de d'ajouter que les parcours représentés par ces dénominations ne correspondent pas toujours à leur intitulé.

Les universités de Lyon par exemple, proposent une "Licence d'Économie-Gestion" à Lyon 3 et une Licence de "Sciences Économiques et Gestion" à Lyon 2, proposant chacune des parcours différents.

La codification des diplômes est épars et diffuse, il devient et est difficile d'analyser les taux de réussite de la filière. Unifier les intitulés permettrait d'unifier par voie de conséquence le codage des diplômes. Cela autoriserait la comparaison des taux de réussite entre facultés et l'uniformisation des données de réussite et d'insertion professionnelle à l'échelle nationale. Comment en effet comparer dans un premier temps des licences n'ayant pas le même intitulé, puis, du fait du caractère épars de leurs contenus, des étudiants n'aspirant pas toujours au même champ des possibles ?

Il semble primordial à l'ARES qu'il soit possible de faire ressortir des chiffres de réussite et d'insertion ayant la même signification pour toutes les universités enseignant l'économie et la gestion en adoptant une démarche d'uniformisation à effectuer en concertation avec les acteurs intéressés.

Il semblerait qu'une politique de différenciation s'est emparée de l'enseignement des Sciences Economiques et de Gestion. Or, l'enseignement à l'université est un service public au sein duquel la concurrence n'est pas souhaitable. L'ARES ne comprend pas en quoi ces dénominations diverses sont nécessaires et pourquoi elles ont été mises en place. En revanche, si la cause de cette différenciation semble floue, les résultat, eux, sont là.

2. Un manque de clarté apparent

La diversité de dénominations et de parcours forme un brouillard auquel est confronté l'élève de terminale au moment de son choix d'orientation.

La coexistence de Licences aux mentions proches mais parcours différents peut supposer une spécialisation précoce des étudiants qui s'engagent, sans forcément le savoir, dans des parcours les dirigeant déjà vers des débouchés spécifiques, ce qui ne semble pas souhaitable à cet instant du parcours d'un étudiant.

Du point de vue de l'étudiant, le manque de clarté et de lisibilité de l'offre de formation se traduit par des chiffres probants comme la rappelle Mme la ministre Geneviève Fioraso dans un interview accordé au figaro pour un article dans lequel elle explique qu' « un jeune sur 5 sort de l'enseignement supérieur sans diplôme, pour les 4/5 restants, l'obtention du diplôme se fait après maints redoublements et changements d'orientation ».

Le manque de clarté pénalise également les UFR d'Économie et de Gestion face à des filières aux dénominations et parcours plus précis et spécifiés offerts par les Instituts Universitaires Technologiques (IUT) que sont les parcours de Gestion et Administration des Entreprises (GEA), les Techniques de Commercialisation ou encore les écoles de commerce offrant une plus grande unité de formation.

Tout en étant convaincue qu'il est primordial de préserver des spécificités régionales et locales dans les enseignements, l'ARES recommande d'écarter les possibilités de spécialisation précoces. Celles-ci empêchent un étudiant aux volontés particulières et inadéquates à ce qui est proposé dans l'université de sa ville ou région d'origine de suivre une formation en ce même lieu. La spécialisation progressive permise par les matières optionnelles prenant une place grandissante au cours du parcours est une excellente solution.

La pénalisation des UFR et indirectement de l'état se ressent aussi d'un point de vue financier, avec des étudiants restant plus longtemps au sein du système, nécessitant des formations, et qui, de ce fait, ne sont pas encore actifs.

3. Pour une uniformisation dans l'intérêt des étudiants d'aujourd'hui et de demain

L'ARES propose de mettre en place une mention unique pour ces Licences afin d'améliorer la lisibilité des formations, avec une Licence "Économie et gestion" faisant la part des choses entre l'économie et la Gestion, sans monter l'économie sur le piédestal d'une science à part entière et sans pour autant l'en dégrader et contenter les approches orthodoxes et hétérodoxes.

Une nouvelle dénomination permettra aux lycéens et étudiants de divers horizons, aux objectifs et ambitions différents, de trouver des informations moins différentes géographiquement, concises et uniformes à propos de l'offre de formation des parcours les intéressant. Ils pourront par la suite se spécialiser comme ils le souhaitent. Premièrement en Licence 3 puis, en choisissant un Master parmi nombre de possibilités que leur aura ouvert la Licence.

La dénomination commune permettra également de faciliter le développement du référentiel de compétences et les outils de visibilité. Aujourd'hui, les référentiels de compétences qui concernent le domaine des Sciences Économiques et de Gestion portent sur des Licences "d'Économie" et des Licences de "Gestion". Or, aujourd'hui, la majorité des Licences du domaine allient l'Économie et la Gestion.

Un grand nombre de Licences de Gestion sont suspendues du fait qu'elles ne comportent qu'une troisième année diplômante. L'ARES propose donc un seul référentiel de compétence pour la Licence de "Économie et Gestion". Référentiel qui devra être équilibré entre les deux disciplines afin d'offrir un bagage de compétences cohérent pour la poursuite en Master dans chacun des domaines concernés et également pour une insertion professionnelle rapide de l'étudiant diplômé.

L'unité de dénomination permettra aux facultés d'économie et gestion de rendre leurs formations plus visibles au monde professionnel via l'unité, la possibilité de faire ressortir des chiffres ayant un sens et représentatif d'une grande population d'étudiants.

Cela intervient dans le but de redorer l'image de l'étudiant à l'université face aux formations « concurrentes » dont les effectifs n'ont cessé d'augmenter. L'unité permettra également de rendre les formations plus visibles aux néo-bacheliers qui seront confrontés à des statistiques de réussite et d'insertion plus probantes et portant sur une grande population étudiante.

III) L'insertion professionnelle des étudiants en économie et gestion

Madame la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche confiait au Figaro étudiant que les universités faisant un effort sur l'insertion pro se verront attribuer des dotations pour moyens supplémentaires. Pour l'ARES, les facultés d'économie et gestion doivent être en mesure de faire comprendre aux étudiants inscrits en licence que s'ils se trouvent au sein d'un établissement qui leur donnera accès à une méthode de réflexion comme nulle part ailleurs, tout en les rendant intéressants et demandés sur le marché du travail. Trop d'étudiants des facultés d'économie et gestion manquent de perspectives quand à leur futur et le champ des possibles que leur formation leur ouvre.

1. Améliorer les outils de visibilité et de lisibilité des diplômes

De manière générale, l'ARES aimerait que les facultés permettent à l'étudiant de prendre du recul et réussir à mettre sa formation en perspective lorsqu'il arrive en Licence d'économie et gestion, souvent par défaut, et qui n'a aucune idée des buts que ces outils de formation, la licence et les masters qui suivront, peuvent lui permettre d'atteindre.

L'ARES souligne également que l'université n'est que peu connue et mal vue de la part du monde professionnel. L'université veut former des étudiants qui savent penser, et il est possible de former des individus capables de penser et gérer un emploi. Mais par dessus tout, l'université doit faire un effort pour rendre ses formations attractives pour les professionnels et les étudiants dont les pertes d'effectif dans l'avancée du parcours traduit un manque de mise en perspective des formations.

Le supplément au diplôme, annexe descriptive récapitulant les compétences acquises par un étudiant tout au long de son cycle d'études doit devenir la règle et devrait être délivré aux étudiants de manière automatique afin de permettre à l'étudiant de prendre du recul sur son parcours et les expériences acquises pendant sa vie universitaire.

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles permet à l'étudiant de choisir sa formation suivant les compétences qu'il souhaite acquérir et dont d'avoir une meilleure lecture du diplôme qu'il envisage. Il offre au professionnel et futur employeur du diplômé une vision d'ensemble des aptitudes qu'aura développé l'étudiant au cours de sa formation.

À l'université, le Portefeuille d'Expériences et de Compétences (PEC), ou autre programme du même esprit tel que le portfolio d'expérience à Nancy, accompagne l'étudiant sur l'ensemble de son parcours : stage, emploi en cours d'études, emploi au sortir du système éducatif. Il dresse ensuite une liste exhaustive des expériences et compétences qu'a pu lui apporter son parcours afin de rendre le bagage technique dont dispose l'étudiant plus lisible au regard des futurs interlocuteurs professionnels ou académiques de celui-ci. Tout comme l'université se doit de connaître le tissu économique local, elle se doit de se faire connaître et de faire connaître ses étudiants et leurs capacités.

2. Les pédagogies innovantes.

L'ARES souhaite la mise en place d'UE libres ou UE transversales ou encore d'engagement associatif et Junior entreprise qui permettent à l'étudiant d'élargir son champ de compétences et son esprit à d'autres domaines d'enseignement, au pragmatisme de l'association ou de la junior entreprise.

L'ARES demande de généraliser les stages dès la licence en les rendant obligatoires, comme le prévoit l'article 7 de l'arrêté licence. Il permettront à l'étudiant de se rendre compte que la licence qu'il effectue n'a pas un versant uniquement théorique mais lui permet d'aborder, mieux comprendre et intégrer l'entreprise. Cela lui permettra de découvrir dès la licence les opportunités que lui offrira un diplôme tel que le master.

L'ARES souhaite que les universités, par la biais ou non des associations étudiantes, des BAIP, mettent en place et organisent des jeux d'entreprise, forums de métiers, d'invitation des professionnels à découvrir l'université au delà des "speed recrute" et "déjeuners entreprise" habituels, en les conviant aux diverses activités organisées afin qu'ils découvrent ce dont l'étudiant est capable.

Afin de compléter l'expérience qui peut parfois faire défaut aux étudiants et satisfaire la soif des plus expérimentés, l'ARES aimerait voir se mettre en place l'année de césure dans les facultés d'économie et gestion. L'année de césure est une année durant laquelle l'étudiant s'inscrit à l'université, n'assiste pas aux enseignements de sa formation et effectue deux périodes de stage de quatre à six mois, en France ou à l'Étranger. Elle représente une opportunité incroyable pour l'étudiant qui se voit offrir la possibilité de découvrir le monde de l'entreprise de manière étendue et approfondie durant deux périodes de stage de 4 mois minimum. Cet outil pédagogique étant utilisé partout : à l'étranger, dans les écoles et IAE est encore introuvable dans les facultés d'économie et gestion de France. Outil puissant pour l'insertion professionnelle des étudiants, son développement et sa généralisation sont aujourd'hui à réfléchir et rapidement mettre en application.

L'ARES prône le développement de l'alternance en licence et en master car elle est trop peu développée dans les parcours généraux tout en étant pourtant un moyen des plus intéressants, du point de vue pédagogique et financier, pour l'étudiant d'étudier tout en s'immergeant dans le monde professionnel.

Très satisfaite de la mise en place des Unités d'enseignement « Projet Professionnel et Personnel » et des retours qu'en ont effectué les étudiants, l'ARES suggère que ces unités d'enseignement soient dispensés dans chaque faculté sous un unique intitulé et une unique méthode d'évaluation. L'ARES propose de lancer les étudiants à la recherche d'informations concernant un métier particulier puis d'en présenter les principaux traits lors d'une évaluation orale de 15 minutes face à un Jury dont l'entretien soit ouvert aux autres étudiants. Le but est de faire découvrir à l'étudiant le champ des possibles qu'il s'ouvre en suivant sa formation tout en rendant son expérience accessible aux autres étudiants et réciproquement pour que tous les participants aient une idée des métiers auxquels ils peuvent prétendre en poursuivant leurs études.

3. Le réseau.

L'ARES souhaite que les facultés d'économie et gestion, avec l'aide des BAIP en place, créent en leur sein et fassent prendre conscience aux étudiants dès leur entrée en licence I de l'importance du réseau des anciens au sein de leur formation.

Pour ce faire, il nous apparaît indispensable de mettre en place une politique de suivi des étudiants après leur diplôme et de dédier un poste de l'administration à la gestion d'un réseau, ce qui passe par des opérations de phoning, mailing, contact et suivi. Si cela est déjà fait, en renforcer la communication auprès des chercheurs de stage et d'emploi devient indispensable.

Par dessus tout, nous recommandons la mise en place d'une campagne de sensibilisation à l'importance du réseau dès l'entrée à l'université afin que le futur jeune diplômé intégrant le marché du travail trouve normal et développe l'automatisme de faire bénéficier les plus jeunes et inexpérimentés de son expérience et de ses contacts une fois qu'il a obtenu son diplôme et trouvé un emploi, voire changé d'emploi.



Il semble également primordial à l'ARES que les facultés profitent des réseaux sociaux tels que LinkedIn et Viadeo, pour ne citer qu'eux, qui permettent de créer des réseaux selon les universités. Ils permettent de suivre l'évolution des diplômés de l'université une fois qu'ils entrent dans la vie active. Afin d'autoriser encore une fois, l'étudiant de licence ou master à mettre en perspective son parcours et d'envisager des voies possibles après son diplôme. Il semble important de sensibiliser les étudiants à l'existence et l'importance de ces outils, sans pour autant les forcer à y adhérer, mais pour leur faire prendre conscience que ces outils existent et qu'il est aujourd'hui primordial de se mettre à l'heure du web 2.0.

Nos Propositions

1. Donner plus d'importance aux champs impliqués dans l'économie, indispensables à la compréhension de cette dernière comme un tout.
2. Favoriser le développement et la création d'UE libres, transversales.
3. Conserver une forte interconnexion entre l'économie et la gestion.
4. Uniformiser les intitulés, pour une licence d'« économie et gestion »
5. Développer les outils de visibilité des diplômes (RNCP, PEC, supplément au diplôme).
6. Développer les Unités d'Enseignement libres,
7. Développer l'année de césure,
8. Développer l'alternance en parcours généraux
9. Instaurer un stage obligatoire en Licence
10. Développer et étendre la dispense d'Unités d'Enseignement « Projet Personnel et Professionnel » sur plusieurs années.
11. Mettre en place des jeux d'entreprise
12. Créer un réseau des anciens dans les facultés d'économie et gestion

Nos contacts :

- Quentin Guy-Favier, Président - quentin.guyfavier@fede-ares.org - 06 38 75 02 96
- Charlie Roux, Chargée de Mission sur les questions relatives à la filière Economique - charlie.roux@fede-ares.org - 06 75 40 21 20